

Compétition sur les ressources hydrauliques et marginalisation sociale : à qui profite la disparition des canaux ? Le cas des oasis de Gabes en Tunisie

Habib Ayeb¹

Introduction

La politique de développement de la Tunisie post-coloniale a été adoptée et s'est poursuivie sous des formules et des ajustements successifs, souvent liés à des « évolutions » politiques, mais systématiquement sous l'étiquette de la modernité et de la modernisation techniques qui constituaient le fondement même du projet politique de Bourguiba². Ainsi il n'est pas exagéré d'affirmer que la politique agricole et hydraulique en Tunisie est encore aujourd'hui régie par l'idéologie de l'irrigation et de la modernité. Sur le terrain, cela s'est traduit par des choix techniques modernes comme les barrages, les forages profonds, les réseaux de transferts entre les régions, la mécanisation de l'agriculture et de l'irrigation et l'introduction de nouvelles technologies et modes de gestion de l'eau.

Cette modernisation technique a ainsi permis la généralisation de l'irrigation, partout où elle est possible, et l'extension des espaces irrigués dans les déserts et les steppes, notamment autour des oasis et dans la grande plaine Djeffara (sud-est), dont la partie tunisienne s'étend de Gabès à la frontière libyenne en constituant une large bande de plusieurs dizaines de kilomètres entre la chaîne montagneuse de Matmata et la côte Méditerranéenne. La politique de développement, dans laquelle l'expert joue un rôle central, a fortement modifié les paysages agricoles, hydrauliques mais aussi sociaux, avec l'apparition de plusieurs formes de marginalités sociales et territoriales. Matériellement cela se traduit, notamment, par la disparition presque totale des canaux traditionnels en terre au profit de réseaux de canaux cimentés et imperméables et de pipelines de tailles et de longueurs différentes. Socialement, on assiste à une marginalisation de la petite paysannerie et de l'agriculture vivrière au profit des investisseurs et de l'agrobusiness. Dans la région de Gabes, on estime, qu'entre les années 1980 et aujourd'hui, les zones traditionnellement irriguées ont été divisées par deux, alors que la surface globale irriguée a été multipliée par deux. A qui profite donc la disparition des canaux ?

Cette contribution s'appuie sur une recherche en cours, dans et autour des oasis de Gabès qui porte sur l'articulation dynamique entre *pauvreté et compétitions sur les ressources hydrauliques et agricoles* entre les petits paysans de l'oasis, qui voient chuter leur nombre et leurs surfaces agricoles, et les agro-investisseurs, dont le nombre et les nouveaux périmètres

¹Social Research Center (SRC) – American University in Cairo (AUC). Egypte & Laboratoire de géographie comparée des Suds et des Nords (GECKO) – Université Paris Ouest Nanterre-La Défense. France. Habib.ayeb1@gmail.com & Habib_ayeb@aucegypt.edu

² Laïque et moderniste, Habib Bourguiba a été le premier président de la Tunisie indépendante. Il est resté au sommet de l'Etat de 1956 à 1987.

irrigués augmentent rapidement, grâce au soutien de l'Etat. La contribution vise à exposer les dynamiques de marginalisation socio-économique de la petite paysannerie des oasis. Il s'agit ici d'explorer les processus en cours en amont de trois phénomènes importants : a) les changements des infrastructures et des technologies de l'irrigation ; b) l'accélération des compétitions sur les ressources agricoles, essentiellement l'eau et la terre ; et c) la marginalisation de la petite paysannerie et de l'agriculture vivrière et familiale tunisienne.

Dans ces oasis, les paysans avaient progressivement « construit » un système agricole oasien relativement complexe et composé des parcelles irriguées à l'intérieur de l'oasis et de surfaces beaucoup plus larges dans la steppe où ils pratiquaient l'élevage et l'agriculture pluviale. Ces oasis constituaient l'espace principal de la production alimentaire et assuraient à la paysannerie locale l'essentiel de sa subsistance et, donc, une sécurité alimentaire familiale estimable voire « suffisante ». Aujourd'hui, le système oasien subit les conséquences des évolutions récentes des politiques agricoles et hydrauliques clairement orientées vers l'accroissement massif des exportations.

L'AGRICULTURE OASIENNE : UN EQUILIBRE FRAGILE

Le climat aride dominant dans le sud-est tunisien et surtout les ressources hydrauliques limitées ont dessiné une cartographie très particulière montrant une superposition presque totale entre les ressources, les potentialités agricoles et le système de peuplement, relativement dense dans les zones irriguées et plutôt dispersées dans les zones « désertiques » et steppiques. Ainsi, la région de Gabes est essentiellement constituée de deux espaces distincts disposants de potentiels agricoles différents, mais bien complémentaires : a) La zone des oueds et des sources qui ont permis la création, déjà très ancienne, des zones irriguées qu'on appelle habituellement oasis et que les habitants locaux appellent *ghaba-s* ou forêts. Ici l'agriculture irriguée exploitait les nappes phréatiques grâce à de nombreuses sources et oueds (petits ruisseaux de faibles débits, généralement, alimentés par la nappe) ; b) La zone de la steppe pour laquelle les techniques existantes n'ont permis que récemment l'exploitation des eaux souterraines très profondes. Jusqu'au début des années 1990, l'agriculture pluviale extensive et semi pastorale était quasiment la seule pratiquée dans la steppe. La complémentarité « structurelle » des deux espaces agricoles, développés par une même paysannerie oasienne, constitue ce que l'on appelle le « système oasien » ou encore l'agriculture oasienne qui ne se limite donc pas strictement à l'espace irrigué, comme on a l'habitude de le considérer. Dans ce système oasien, c'est la petite paysannerie qui dispose en propriété ou, plus rarement, en location, de la terre et son activité agricole couvre l'ensemble de la terre à sa disposition à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Oasis.

Ainsi, en plus des fruits et des maraîchages de l'oasis, le paysan produisait céréales et huile d'olives dans la steppe et pouvait même disposer d'un petit élevage profitant à la fois des possibilités de pâturage et du fourrage vert cultivé à l'intérieur de l'Oasis. Ce système était parfaitement adapté aux conditions climatiques et aux ressources naturelles locales et assurait une complémentarité des productions offrant une bonne « sécurité » alimentaire aux familles paysannes.

Dans l'oasis traditionnelle (*ghabas*), l'irrigation pérenne a permis le développement d'une agriculture intensive et diversifiée avec de hauts rendements à l'hectare. Ici l'agriculture se fait à trois niveaux relativement distincts : le palmier, qui garde toujours la tête au soleil tout en ayant les racines plongées dans l'eau, les arbres fruitiers de moindre taille, et, enfin, les cultures maraîchères et fourragères. Dans la steppe, l'agriculture pluviale et extensive occupe des surfaces beaucoup plus étendues mais se contente de deux

niveaux principaux : l'arboriculture, essentiellement l'olivier et le figuier, et la céréaliculture, de façon épisodique, avec principalement l'orge et le blé. Associé à ces deux niveaux, le pâturage (sur prairies sèches naturelles) occupe des surfaces relativement importantes. Généralement, les troupeaux d'ovins et de caprins appartiennent à plusieurs familles qui en confient la « garde » à un berger, souvent un paysan sans terres, contre une part de la production (lait, viandes, petits... etc.). Le fonctionnement de tels systèmes d'élevages, finalement plus complexes qu'on ne le pense et largement voués à l'autoconsommation, « était rythmé par les cycles saisonniers de déplacements et d'activités, très fortement dépendants de l'occurrence des pluies et de leur répartition spatiale » (Bruno Romagny et Christophe Cudennec P.5).

En termes de division des activités et des fonctions agricoles en milieu oasien, les femmes occupaient, traditionnellement, une place importante et participaient à la quasi-totalité des travaux agricoles dans l'oasis comme dans la steppe : sarclage et désherbage des cultures irriguées, fauche du fourrage vert (*faça* ou trèfle d'Alexandrie), soin des bêtes, récolte des « fruits frais » de l'oasis, à l'exception des dattes, et des olives dans la steppe, etc. Les soins et la traite des animaux et la fabrication du fromage ou du beurre, du lait caillé (*rayeb*) ou du petit lait (*lben*) relèvent de la charge exclusive des femmes.

Avec l'ensemble de ses activités à l'extérieur comme à l'intérieur de la maison, la femme paysanne de Gabes a toujours joué un rôle important dans l'activité agricole et dans la conservation et la reproduction de la biodiversité oasienne, à la fois dans les zones irriguées et dans la steppe environnante. De même, la migration masculine et parfois la rupture des structures familiales traditionnelles, qui ont fortement accru le nombre de ménages dirigés par des femmes, leur confèrent davantage d'activités agricoles.

Par ailleurs, pour remplir sa fonction de mère et d'épouse, chargée de préparer les repas suffisants en quantité et en qualité, la femme paysanne de Gabès intervient dans le choix des légumes à cultiver, des petits élevages (caprins et ovins) et, le cas échéant, sélectionne les variétés et les semences qui correspondent à la qualité recherchée. Se faisant, la femme paysanne (exploitante ou épouse de paysan) réalise des économies puisqu'elle n'aura pas à acheter au marché ce qu'elle aura produit ou fait produire dans l'exploitation familiale. Enfin, elle utilise les résidus de l'agriculture pour fabriquer des objets artisanaux, dont les fameux chapeaux de palmes. Dans la région, les femmes consacrent jusqu'à 16 h/jour à la production, la transformation, la commercialisation et la préparation des aliments, la récolte de combustible et l'accomplissement d'autres tâches domestiques. A titre de comparaison, à la suite d'un travail réalisé avec l'anthropologue Reem Saad dans l'oasis du Fayoum en Egypte, on était arrivé à des conclusions sensiblement similaires³.

A partir des années soixante, l'agriculture oasienne, avec ses deux composantes, va connaître de sérieux problèmes qui la menacent dans son existence en tant que système de production adapté aux conditions locales difficiles. Elle a d'abord commencé à subir les premiers effets de l'augmentation de la consommation d'eau pour les besoins de la ville de Gabes et des industries pétrochimiques créées durant les années 1970. Aujourd'hui, elle souffre du développement, sur sa partie steppique, d'une nouvelle agriculture intensive d'investissement, fortement consommatrice de terres et d'eau.

³ AYEYB Habib, & SAAD Reem, "Poor women and Access to Agricultural Resources: Implications for Agro-biodiversity in MENA". *Report For IDRC*. 2006. 33 p.

Depuis la création des premiers forages (le tout premier a été creusé en 1890 à Oudhref au nord-ouest de la ville de Gabès), on a assisté au tarissement progressif des sources qui se situent à proximité des forages, et à la diminution du débit de celles situées à des distances plus grandes. Toutefois, c'est surtout à partir de 1965 avec l'implantation du complexe industriel de Gabès et la création des premiers forages devant l'alimenter en eau, que ce phénomène de tarissement des sources va s'aggraver très dangereusement. Deux forages creusés dans les années 1970, en aval de l'oasis, vont leur porter le coup de grâce. En 1990, toutes les sources de l'oasis étaient définitivement taries. Plus grave encore, la baisse des ressources hydrauliques s'est accompagnée par une grave pollution industrielle urbaine et agricole des sols et des nappes à la fois par infiltration des produits chimiques et par « épandage » aérien (fumées) qui attaque directement les cultures et les arbres. C'est clairement visible dans le voisinage immédiat de la zone industrielle.

Aujourd'hui l'oasis ne vit plus sur ses propres ressources hydrauliques et son eau d'irrigation, exclusivement gérée par les autorités agricoles locales (CRDA), vient, désormais, de sondages profonds creusés dans la steppe avoisinante. Ceci explique, en partie, l'aggravation de la concurrence et l'exacerbation des conflits sur la ressource. Ce sont d'abord les petits paysans qui en subissent les conséquences dramatiques sur leurs productions agricoles. Il n'est pas rare que des paysans manquent d'eau d'irrigation particulièrement pendant l'été quand les cultures nécessitent davantage d'eau. Parfois, il leur faut attendre plus de 30 jours pour avoir un tour d'eau alors que les espacements ne doivent pas dépasser les 3 semaines voire moins pendant les mois de juillet et août ; les plus chauds de l'année (Abdedayem S. 2009 ; 3).

Parallèlement à la rupture des équilibres écologiques, de tarissement progressif des ressources hydrauliques et de rétrécissement de l'espace oasien, qui souffre à la fois des difficultés d'accès à l'eau d'irrigation, de l'urbanisation et de la forte pollution provoquée par la nouvelle zone industrielle, va naître, au milieu des années 1990, une nouvelle agriculture d'investissement dans les alentours steppiques des oasis irriguées et en concurrence directe avec elles.

LA COLONISATION DE LA STEPPE : DISSENSIONS OASIENNES

L'ensemble de ce processus avec ses deux étapes importantes (épuisement des sources d'eau dans l'oasis et multiplication rapide de nouveaux périmètres irrigués dans les environs immédiats de l'oasis) est le résultat direct des politiques de développement adoptées et mises en exécution depuis l'indépendance sous le slogan de la modernisation technique du pays et dans le cadre global de l'idéologie de la modernité et du développement. Dans le secteur agricole, l'idéologie de la modernité s'est confondue avec l'idéologie de l'irrigation. Le développement de l'agriculture qui s'appuie principalement sur la mobilisation et la gestion « rationnelle » des ressources hydrauliques disponibles (eaux de surfaces, nappes pluviales...) était considéré comme une priorité nationale forte pour garantir une sécurité alimentaire envisagée uniquement comme la capacité de couvrir par la production et par l'import l'ensemble des besoins du pays. Derrière cette stratégie, il y avait l'idée forte que les exportations garantissent les importations et qu'il faut par conséquent s'inscrire dans la logique des « avantages pays » et du marché global.

C'est ainsi que très rapidement on a mobilisé toutes les ressources (eau, terre, savoir-faire, technologies, recherches génétiques...) pour développer et intensifier la production des dattes « deglet noir », une variété hybride très prisée en Tunisie comme un peu partout dans le monde, au prix de nombreuses conséquences négatives dont l'exploitation minière des ressources hydrauliques souterraines, la disparition de dizaines

de variétés locales de dattes, la perte de riches savoirs techniques et de règles de gestion sociale des ressources au profit d'un savoir « moderne » d'ingénieurs et d'experts, la marginalisation progressive sociale et spatiale de la petite paysannerie et de l'agriculture vivrière au profit des fonctionnaires, des experts et surtout des investisseurs. En à peine un demi-siècle d'indépendance, la transformation des espaces oasiens a été telle qu'elle s'est traduite par une véritable dépossession des oasiens de leurs oasis, devenues d'abord des espaces d'extraction minière des ressources pour une agriculture d'investissement prioritairement orientée vers l'export. Jamais l'économie oasienne n'a été aussi dépendante du marché global, jamais l'agriculture vivrière et paysanne des oasis n'a été aussi marginalisée et jamais la biodiversité locale n'a été aussi appauvrie et réduite.

Toutefois, pendant quelques décennies, les oasis de Gabès ont été relativement épargnées grâce au fait que la proximité immédiate de la mer n'y favorise pas l'introduction et le développement de la « deglet noir » extrêmement sensible aux sels et à l'humidité marine. Ainsi, c'est ce risque majeur qui a permis aux oasis de Gabès de rester, probablement contre les souhaits des administrateurs et responsables locaux et peut être même des populations locales pas totalement insensibles aux promesses de la modernité et des progrès techniques, relativement paysannes avec une forte et riche biodiversité animale et végétale locale. Un patrimoine naturel exceptionnel, d'autant plus rare que ces oasis sont les seules de l'ensemble du littoral méditerranéen et vraisemblablement les seules du monde aussi.

Mais l'acharnement des développementalistes, pour qui tout ce qui est ancien et traditionnel n'est « bon » que dans les musées et sur les cartes postales, a fini par atteindre et toucher profondément ces oasis de Gabès, aujourd'hui exposées à trois sources « d'agressions » qui les menacent dans leur existence : l'extension de la ville sur les terres cultivables et l'augmentation de la consommation d'eau potable, le développement d'un secteur industriel fortement consommateur d'eau et polluant et, plus récemment, le développement de nouveaux périmètres irrigués modernes et fortement mécanisés dans la steppe environnante.

Cette agriculture moderne, qui s'étend très rapidement en mobilisant des quantités considérables d'eau d'irrigation, est favorisée par une nouvelle politique agricole et hydraulique libérale visant à accroître les exportations agricoles du pays. Pour attirer les investissements nécessaires, l'Etat a notamment autorisé le secteur privé à exploiter les nappes profondes de plus de cinquante mètres qui étaient jusqu'alors une exclusivité absolue de l'Etat, soumise à des conditions draconiennes d'exploitation.

Certes, quelques règles concernant les conditions d'accès aux aquifères profonds sont maintenues ou instaurées. Ainsi, pour creuser un forage de plus de cinquante mètres, le requérant doit présenter un projet d'investissement agricole faisant appel à des techniques d'économie d'eau, dont le système du « goutte-à-goutte ». Mais c'est le critère financier et économique qui reste le plus déterminant et à tout nouveau projet de périmètre irrigué doit correspondre un montage budgétaire couvrant l'ensemble des investissements et des frais nécessaires. Parfois, l'obtention d'une autorisation nécessite de solides relations politiques ou administratives, voire le paiement d'une somme forfaitaire qui ressemble fortement à un pot-de-vin. L'ensemble de ces conditions financières dépasse largement les moyens des petits paysans dont la plus grande majorité ne peut pas mobiliser le capital nécessaire et couvrir les coûts de lancement de tels projets d'investissement. De fait, seuls des investisseurs disposent des ressources financières nécessaires pour répondre aux diverses exigences des pouvoirs publics et couvrir les frais de création de tels projets agricoles :

- Il faut être propriétaire d'au moins 10 hectares de terres cultivables. A environ 2000 à 4500^{dt} pour un hectare de terre dépourvu d'eau et de toute infrastructure, la simple acquisition d'un terrain minimum s'élève donc à environ 20 000 voire 45 000^{dt}.
- Le percement d'un forage non équipé revient à 100^{dt} le mètre creusé. Comme la nappe se situe entre 100 et 250 mètres de profondeur dans la steppe, il faut compter entre 10 000 et 25 000^{dt} pour la création du forage et donc pour l'accès à la nappe.
- L'équipement du forage, les infrastructures et les équipements agricoles (tracteur, véhicule... etc.) constituent une autre dépense considérable et préalable au démarrage effectif du projet.
- Bien sûr une partie est remboursée par l'Etat à titre d'aides et de subventions, avec un plafond de 20 à 30 % du coût du forage. Mais le capital à mobiliser reste trop important pour un simple petit paysan.

En outre, la grande majorité de ces nouveaux exploitants ne sont pas « agriculteurs » mais généralement des hommes d'affaires ou travaillant dans le secteur privé et les professions libérales (ingénieurs, avocats et juges, médecins, architectes, commerçants ... etc.). Parfois, il s'agit de personnes émigrées et travaillant à l'étranger et disposant de revenus relativement élevés. D'autres encore, travaillent dans la fonction publique (professeurs en lycée, conseillers pédagogiques, responsables de la société régionale de transport, ingénieurs au CRDA, médecins des hôpitaux, cadres au Ministère de l'Education Nationale), dans l'armée (officiers actifs ou à la retraite) ou dans les services de sécurité (hauts responsables de la police ou de la garde nationale).

Il s'agit d'une situation de compétition sur des ressources agricoles naturelles (l'eau et la terre) à laquelle s'ajoutent les inégalités face aux autres ressources agricoles, plus matérielles, comme les subventions, l'accès aux crédits et aux marchés... Une compétition disproportionnée qui se traduit par des processus de limitation de l'accès de la paysannerie aux différentes ressources agricoles indispensables, de réduction des espaces agricoles traditionnels au profit des nouvelles terres et de l'urbanisation et, finalement, d'appauvrissement des petits paysans dont les revenus se trouvent mécaniquement réduits par la réduction des espaces de production et/ou par l'augmentation excessive des coûts de production. Dans tous les cas, cette compétition aboutit à des processus de marginalisation spatiale des espaces agricoles traditionnels et de la petite paysannerie dont le travail et les fonctions sont dévalorisés et les bénéfices de leurs efforts réduits.

Par ailleurs, la création de ces nouveaux périmètres irrigués sur les terres arides déséquilibre le système oasien et appauvrit sa complémentarité agricole en le privant de la steppe, qui en constitue une composante essentielle et vitale de la même importance que la partie irriguée. Ainsi les espaces de production de la petite paysannerie sont de plus en plus limités aux seules zones traditionnellement irriguées, elles-mêmes en réduction continue, et ceci se traduit par une véritable dissension socio-spatiale ; Désormais, moins d'huile d'olives, moins de céréales, moins de viandes et de produits laitiers, etc. Nombreux paysans ne peuvent plus se suffire de leurs activités agricoles et sont poussés à chercher leurs revenus en dehors de leurs terres et parfois même loin du secteur agricole.

Certains petits paysans travaillent comme journaliers dans la nouvelle steppe avec 6 ou 7^{dt} par jour pour les femmes et environ 10 à 12^{dt} pour les hommes⁴. Ces déplacements s'ajoutent aux phénomènes plus anciens d'absentéisme plus ou moins prolongé rendus obligatoires pour beaucoup de petits et moyens paysans par la nécessité d'exercer d'autres activités dans la ville, afin d'assurer un revenu « minimum ». En attendant qu'elles

4 Il faut compter environ 2 dt pour 1 €.

deviennent constructibles où qu'un acheteur spéculateur n'offre le prix désiré, certaines parcelles irriguées de l'oasis sont abandonnées et laissées en friche.

D'un autre côté, n'ayant généralement aucune connaissance de l'agriculture avec ses techniques, technologies, règles et savoir-faire, les investisseurs font appel à des paysans oasiens expérimentés. Ceux de l'oasis de Ghannouche bénéficient d'une image très positive de compétence et d'honnêteté et sont particulièrement recherchés. Nombreux investisseurs avouent volontiers que sans le savoir-faire de « leurs » Ghannouchi-s, leur projet n'aurait jamais réussi. Parfois, les Ghannouchis deviennent les véritables gérants et « pratiquants » sur l'exploitation moderne. Les plus chanceux deviennent des associés de plein droit, en apportant d'abord leur savoir-faire et dans certain cas, beaucoup plus rares, une participation minoritaire en capital mais la terre et le sondage restent, généralement, propriétés exclusives de l'investisseur principal.

Par ailleurs, certains moyens ou grands propriétaires (très peu nombreux) de l'oasis sont tentés par la possibilité d'investir dans la steppe et de créer une nouvelle exploitation plus grande que celle anciennement cultivée. Les plus « solides » le font directement en lançant leurs projets dans la steppe. Les autres le font par étape en s'installant d'abord à proximité « immédiate » des anciennes oasis sur des terres domaniales, appartenant à l'Etat, où ils créent des périmètres irrigués autour de forages illicites mais tolérés par les autorités locales. Dans ces « squats », l'eau douce est à plus de 80 mètres de profondeur mais cela n'empêche pas les nouveaux entrepreneurs « clandestins » de faire preuve d'une grande ingéniosité pour creuser des forages profonds avec des outils particulièrement rudimentaires et, surtout, pour camoufler leurs « ouvrages » vis-à-vis des regards indiscrets. Un exemple très répandu de « camouflage » consiste à installer la sortie d'eau à plusieurs mètres du sondage lui-même, grâce à un système de canalisation flexible. Ainsi, en cas de contrôle ou de destruction ordonnée par les autorités, le forage reste protégé et peut être remis en activité en l'espace de quelques heures.

L'ensemble des « ponctions » prive les anciennes terres oasiennes des ressources naturelles et humaines, des savoir-faire, des investissements et des ressources hydrauliques qui les auraient aidées à se maintenir, voire à se développer davantage. En même temps, la durabilité des nouveaux périmètres irrigués créés dans la steppe est loin d'être assurée : l'épuisement des ressources hydrauliques et l'abaissement rapide et continu de la nappe de la Djeffara⁵, dont le renouvellement est extrêmement lent (4 à 500 ans pour la Djeffara et 9000 à 20000 ans pour le Continental Intercalaire au nord de Gabès), les risques de salinisation à moyens termes, le coût de production particulièrement élevé et l'instabilité des marchés nationaux et surtout internationaux, particulièrement visés par les investisseurs et par l'Etat, etc., constituent des facteurs de fragilité permanents de ces projets d'agrobusiness. Pire, les oasis, qui ont fait preuve d'une durabilité assez exceptionnelle pendant des centaines d'années, auront été sacrifiées sur l'autel de la modernité des experts et du tout export.

Ainsi, dans la région oasienne de Gabès, la marginalisation sociale s'est accompagnée par une diminution sensible de la surface agricole « traditionnelle », une baisse du nombre de paysans et une chute des rendements à l'hectare due principalement aux nouvelles difficultés d'accès aux ressources agricoles, notamment les intrants. Ainsi, les paysans sont amenés à sortir de leurs exploitations agricoles pour trouver d'autres

5 La nappe de la Djeffara, principal aquifère profond dans le Gouvernorat de Gabès, s'étend de l'oued Akarit, au Nord, jusqu'à la frontière libyenne au Sud (où elle continue sous un autre nom), et des monts délimitant la plaine de l'Arath à l'Ouest, jusqu'à la Méditerranée à l'Est. Elle est en contact avec la nappe du Continental Intercalaire au niveau du seuil d'El Hamma, au nord ouest.

sources de revenus dans le commerce, les services, l'émigration... etc. Certains ont même fini par vendre leurs parcelles à des familles ou des spéculateurs immobiliers à la recherche de terrains à construire. Durant les trente dernières années, l'ensemble de ce processus a divisé de moitié la surface traditionnellement irriguée dans les oasis de Gabès. Ce qui n'est plus irrigué est désormais construit ou en cours de construction. C'est notamment sur une grande partie de ces zones que se sont construits les quartiers dits informels comme le quartier de Zrig situé au sud-ouest de la ville. On assiste à un véritable processus d'urbanisation de l'oasis ou de naissance d'oasis périurbaines.

OASIS EN DANGER : DU PALMIER AU BETON.

Avec environ 116000 habitants (recensement 2004) et 170000 si l'on compte l'ensemble de l'agglomération, la ville de Gabes est incontestablement la plus grande ville du Sud-Est, dont elle est en quelque sorte la capitale, en considérant la concentration des services publics, industries, universités, infrastructures et équipements médicaux spécialisés.

En 1970, un important secteur industriel, particulièrement chimique et pétrochimique, y a été créé. On y compte une importante usine de traitement du phosphate, construite dans une zone industrialo-portuaire dans les environs de l'oasis et de la ville de Ghannouch, ainsi qu'une infrastructure d'exploitation pétrolière off-shore. Par le trafic et le chiffre d'affaires, Gabes est le quatrième port commercial du pays.

Ainsi, capitale industrielle, économique, universitaire et médicale, Gabes est le premier point de convergence et le principal relais important pour la grande majorité des habitants du sud-est. Signe important, cette ville est aussi le terminus de l'unique ligne de chemin de fer qui relie Tunis au Sud-est. Par conséquent la ville de Gabes est aussi devenue un lieu de convergences migratoires permanentes ou provisoires : fonctionnaires, étudiants, ouvriers (industries), ingénieurs, commerçants.

Durant les dernières décennies, l'agglomération s'est beaucoup élargie en grande partie sur les terres de l'oasis qui est ainsi devenue une zone d'expulsion de paysans et d'attraction d'habitants de toutes classes sociales et origines géographiques. Elle endure aussi un processus de « mise en jardin » ou de « jardinisation » par la conversion des parcelles agricoles en villas « aisées » avec jardins. Derrière cette évolution on trouve des hauts cadres et dignitaires locaux, des grands commerçants et entrepreneurs et des émigrés à l'étranger, dont les parents possèdent une parcelle dans l'oasis.

En même temps, l'oasis accueille un nombre très important de familles qui viennent de Gabès et d'autres régions du sud et qui créent de véritables quartiers « spontanés » ou illégaux, construits sur des zones irriguées, et que les autorités finissent toujours par légaliser. La croissance et l'attraction urbaines, la recherche d'emploi et de revenus, l'impossibilité pour certaines familles de s'installer dans les quartiers « légaux », la corruption et les complicités intéressées etc., sont généralement derrière l'apparition de ces quartiers « spontanés ». D'ailleurs, beaucoup de ces maisons « illégales » sont construites par des personnes travaillant dans des organismes et des institutions administratives publiques, parfois chargées d'en empêcher la construction. D'autres, encore, travaillent dans les différents services de sécurité et de l'armée. Ceci explique que ces quartiers, s'ils abritent la majorité des familles à bas revenus voire pauvres, accueillent aussi des familles issues des franges élevées de la classe moyenne.

Dans le quartier « spontané » de Zrig, situé à la sortie sud vers la ville de Medenine, et dont l'urbanisation intensive a commencé dans les années 1980, comme dans d'autres

quartiers similaires, on peut encore voir des parcelles d'oasis, encore irriguées, encerclées par des constructions récentes. Il s'agit de ce qu'on pourrait appeler *parcelles témoins*. Dans certains cas, pour éviter de couper « illégalement » la fourniture d'eau d'irrigation à une parcelle voisine, on construit les maisons au-dessus des canaux d'irrigation.

Ainsi, en plus de la terre agricole, la compétition entre l'oasis et la ville porte sur les ressources hydrauliques et oppose les trois grands secteurs de consommation que sont l'agriculture, les industries et la ville. Alors que pour les oasis le débit total disponible est d'environ 14400 m³/h., l'industrie de Gabès consomme environ 5400 m³/h. Autrement dit, à elle seule, la zone industrielle consomme environ 30 % de toute l'eau disponible pour l'irrigation oasienne.

L'ensemble de ces processus d'exploitation des ressources agricoles (l'eau et la terre, en particulier) a abouti à un rétrécissement de la surface des oasis traditionnelles. On estime qu'entre les années 1960 et aujourd'hui, les oasis « traditionnelles » ont globalement perdu la moitié de leurs surfaces cultivées. Celle de Gabès, constituée par Chenini, Menzel, Jara et chott Essalem, est passée de 1000 à 600 hectares, pendant la même période (Slah 2008). En même temps, la totalité des surfaces agricoles irriguées dans la région de Gabès a été multipliée par deux en passant de 7000 à plus de 15000 hectares. Bien évidemment on pourrait se réjouir, à juste titre, de cet élargissement de l'espace agricole de la région. Mais le revers de la médaille est, malheureusement, loin d'être si éclatant. D'abord, comme nous venons de le voir, cet élargissement de la surface irriguée s'est naturellement accompagné par une forte chute du niveau de la nappe et, par conséquent, de la ressource hydraulique disponible. Ceci se fait au détriment des anciennes oasis et les rend particulièrement vulnérables aux moindres changements de l'alimentation en eau, aujourd'hui totalement assurée par des sondages profonds creusés à l'extérieur des zones oasiennes.

La compétition sur les ressources entre deux secteurs agricoles différents ébranle et handicape le système oasien traditionnel et soumet la paysannerie à de très fortes pressions économiques. La nouvelle steppe irriguée est totalement incompatible avec l'ancienne oasis et la compétition sur les rares ressources communes, principalement l'eau et la terre, ne jouent pas en faveur de cette dernière. Si un rééquilibrage n'est pas opéré, l'oasis disparaîtra dans un délai relativement proche et on assistera, dans le meilleur des cas, à une jardinisation totale des terres oasiennes actuelles au profit d'un habitat aisé et, au pire des cas, à un simple bétonnage systématique, formel ou informel, qui correspond davantage à la demande sociale réelle de logement.

Il ne s'agit pas ici d'une tentative d'opposer l'ancien au nouveau, le traditionnel au moderne ni même l'agriculture paysanne à l'agriculture mécanisée et « moderne. L'objet de cette réflexion ne s'inscrit pas dans le débat sur modernité versus tradition, mais dans une question beaucoup plus vitale : comment renforcer durablement la souveraineté alimentaire du pays et lutter contre la pauvreté ?

Comme plusieurs autres pays, la Tunisie a connu durant la première moitié de l'année 2008 une crise alimentaire qui s'est traduite par une forte augmentation des prix des produits de premières nécessités alimentaires. A l'origine de cette crise on trouve la dépendance alimentaire, subitement aggravée par la hausse vertigineuse des prix des céréales et autres produits agricoles sur le marché international. Aujourd'hui, une question demeure d'actualité : la Tunisie et les autres pays du Sud sont-ils condamnés à vivre en permanence dans la dépendance alimentaire et à subir les humeurs des marchés mondiaux ? Cette dépendance est-elle une fatalité imposée par les grands équilibres mondiaux ? Ou n'exprime-t-elle pas un échec dramatique de la politique agricole menée depuis

l'indépendance et particulièrement de la dernière étape de libéralisation économique dont celle du secteur agricole ?

Comme je l'ai brièvement décrit dès le début de ce texte, le système oasien « traditionnel » était durable parce qu'il permettait à la fois le maintien de la paysannerie en activité, la production alimentaire nécessaire à la population et la reproduction de la biodiversité animale et végétale locale. Très logiquement, une agriculture d'investissement, dont le premier objectif est de maximiser les profits et de réduire les déficits, ne peut pas fonctionner de la même manière que l'agriculture oasienne traditionnelle, qui vise d'abord la sécurité alimentaire locale et familiale. La première doit produire pour le marché national voire international, alors que la seconde produit d'abord pour la consommation familiale et pour le marché local. Les agro-investisseurs mobilisent les ressources locales pour des consommateurs parfois situés à des centaines voire des milliers de kilomètres, les petits paysans mobilisent les ressources locales pour se nourrir ou pour « alimenter » le marché et les consommateurs locaux. Les premiers exploitent « minièrement » les ressources sans se soucier des risques à moyens et à longs termes, les seconds les conservent, par souci de protection des moyens de production, de réduction des coûts et de consolidation de leur propre sécurité alimentaire.

La fin de la petite paysannerie et du système oasien de Gabes signifiera certes la victoire des ingénieurs, des experts, des modernistes et de l'agriculture d'investissement. Mais elle signifiera d'abord une aggravation de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté locale et de la dépendance alimentaire nationale.

CONCLUSION : DANS LES TUYAUX, LA DEPOSSESSION

En guise de conclusion, avant de tenter une réponse à la question posée dans l'introduction de cet essai - à qui profite la disparition des canaux ? -, il faut se rappeler que l'eau qui passe dans une canalisation fermée est chargée de technologies et de savoirs scientifiques modernes mais aussi de gestion assurée par des experts sans l'intervention des usagers locaux qui n'en sont que les simples consommateurs. Dans ce sens là, il s'agit d'une eau « privatisée » déterritorialisée, désocialisée et « arrachée » à son espace et à ses gestionnaires locaux. Du fait qu'elle est mesurable et quantifiable, cette eau est facilement gérable à distance et commercialisable. Enfin, l'eau, sous pression (canalisations fermées) ou dans un réseau semi-ouvert imperméabilisé, est facilement transférable sur des distances très grandes, qui peuvent aller jusqu'à des centaines voire des milliers de kilomètres. Toutefois il s'agit là d'infrastructures modernes et hautement sécurisées contre toutes interventions non autorisées et la moindre tentative d'accès illicite à cette eau est immédiatement criminalisée et sanctionnée non pas par les usagers locaux (gestion sociale et locale) mais par l'autorité en charge de l'eau (gestion étatique ou privée). Ainsi, prise à ses véritables « propriétaires », les usagers, elle leur devient étrangère et son accès n'est permis qu'en contre partie d'un certain prix.

Pour conclure, je me limiterai à suggérer les pistes de réflexions suivantes qui pourraient participer à faire avancer les débats l'idéologie de l'irrigation, ses pertinences, ses limites et ses dangers :

- En passant du canal traditionnel aux réseaux modernes, l'eau cesse d'être un réseau de liens sociaux et devient une simple question technique.
- Le remplacement des réseaux traditionnels par des réseaux modernes traduit un rejet et une négation des savoirs techniques locaux et de leurs mécanismes de résolution de conflits et de partages et de protection/conservation des ressources qui s'en trouvent méprisés, dévalués, et rejetés. Plus tard c'est l'oubli.

- On impose par le haut des solutions techniques « importées » à des problèmes locaux.
- Le contrôle et la gestion de l'eau échappent totalement aux usagers locaux au profit d'une autorité privée ou publique centralisée et urbaine et en quelque sorte virtuelle.
- Les infrastructures d'irrigation, et les réseaux de canaux et de tuyaux sont ou peuvent être utilisés comme instruments de contrôle de la consommation de la ressource, des activités agricoles et des choix de cultures.
- La déterritorialisation de la ressource fait de son transfert vers d'autres zones ou régions (voire pays) une simple question technique et en se passe ainsi de la nécessité de négocier avec les usagers locaux. Ces derniers se trouvent ainsi totalement dépossédés de leurs ressources hydrauliques mais aussi écartés des processus de décision.
- L'individualisation de l'accès à l'eau (vannes, compteurs, robinets...) rend toutes les formes de solidarités « obligées » entre utilisateurs d'un bien commun, totalement inutiles et inefficaces.
- L'eau devient un simple produit économique et la gestion commerciale devient synonyme de bonne gouvernance. Pour cette marchandisation tout le vocabulaire nécessaire et des concepts forts sont mobilisés à commencer par le gaspillage, l'efficacité, la productivité, la rareté, la conservation...
- Le non-respect des nouvelles normes de gestion de la ressource par les populations locales est considéré comme une série d'incidents et de contraintes auxquelles les "experts" et "décideurs" répondent avec encore plus d'innovations techniques: compteurs, la pressurisation de l'eau, la surveillance, etc.
- Le tube et les tuyaux peuvent servir à cacher des usages et des niveaux d'exploitations soit pour des raisons « morales », normatives (l'exploitation et les vols pratiqués de quantités d'eau supérieures aux besoins) et financières, particulièrement pour les sondages qui échappent souvent à la surveillance. C'est notamment le cas des sondages qu'on creuse dans les environs de l'oasis de Gabès et dans toute la Djeffara et qui ne sont jamais équipés de compteurs.

Bibliographie

- ABDEDAYM S ; 2009. « Raréfaction de l'eau dans les oasis : crise de la ressource ou crise de gouvernance ? Cas des oasis du Sud-Est tunisien ». In Habib Ayeb et Thierry Ruf (Dir.) Eaux, pauvreté et crises sociales - Water poverty and social crisis. (CD) IRD. 2009
- ABDEDAYM S ; 2008 : *Mutations socio-agro-spatiales et mode de gouvernance de l'eau dans les oasis »périurbaines » du gouvernorat de Gabès (Sud-est tunisien) : de la raréfaction d'une ressource à la crise d'un patrimoine*. Thèse de Doctorat de Géographie. Université Paris 10 Nanterre-La Défense.
- ABDEDAYM S ; 1997 : Gestion de l'eau et son impact sur la dynamique des systèmes de production dans les oasis littorales. Cas de l'oasis de Gabès ; mémoire d'ingénieur, CNEARC ; France, 70 pages.
- ATTIA H., 1957: "L'organisation de l'oasis (Tunisie)". *Cahiers de Tunisie*, n°17-18, tome V, pp. 39-43.
- AYEB H., « Compétitions sur les ressources et marginalisation des petits paysans en Egypte et en Tunisie ». in AYEB H., & BUSH R., "*Marginalities and Marginalization: conceptual notes*"; (Editions Anglaise (Londres) et Arabe (Le Caire). A paraître 2010 – Début 2011.
- AYEB H., « La disparition de la Sekia en Égypte ; entre patrimonialisation et exclusion sociale » in Ireton F. & Battesti V. *Égypte contemporaine (titre provisoire)*. Actes Sud. Collection : « Hommes et Sociétés ». 2011. A paraître.

BAHRI A.; HAMDANE A.; LEBDI F., 1995: "Lignes directrices d'une stratégie en matière d'économie d'eau". *Lecture stratégique*, ITES, pp. 115-125

BECHRAOUI A., 1980 : *La vie rurale dans les oasis de Gabès*. Université de Tunis. 301 p.

BEN CHEIKH A.; MARIE M., 1993 (sous le direction de): *Grands appareillages hydrauliques et sociétés locales en Méditerranée*, séminaire, octobre 93. Marrakech.

BEN MARZOUK M., 1996: *Gestion et suivi des nappes profondes de Gabès, CI du Chott Fedjej et Djeffara*. Rapport, CRDA de Gabès.

CHERIF A., 1994: "Politique de l'eau et aménagement des campagnes". *Cahiers de la Méditerranée*, n°49, Décembre 1994, pp. 83-103.

CNEA, 1977: *Etude de sauvegarde des oasis du sud tunisien*. Note n°11, oasis de Gabès, octobre 1977.

CRDA DE GABES, 1985: *Economie de l'eau dans les oasis de la région de Gabès*. Rapport définitif de la première phase, Comète Engineering.

CRDA DE GABES, 1999: *L'eau dans le gouvernorat de Gabès*. Rapport.

HAJJI A., 1994: "Mise en valeur et réhabilitation des oasis. Essai d'évaluation de l'expérience Tunisienne". in: *diagnostic rapide et stratégie de développement en milieu oasien* (cours spécialisé, Tozeur, 7-26 novembre 1994).

Hassainya J., 1991: "Irrigation et développement agricole, L'expérience tunisienne". *Options Méditerranéennes*, série B: Etudes et recherches n°3, CIHEAM, INAT, pp. 13-17.

HAYDER A., 1991: Le problème de l'eau à Gabès : gestion conflictuelle et étatisation. *Fascicule de recherche URBAMA*, n° 22, 1991.

KASSAH A : 1996: Les oasis tunisiennes. Aménagement hydro-agricole et développement en zone aride. *Série géographique* n°13, 346 p.

KASSAH A., 1997: Population et ressources en eau dans le Sud tunisien. In: *Population, environnement et pauvreté* (symposium international, rabat, 28-29 octobre 1997).

ROMAGNY Bruno et CUDENNEC Christophe, « Gestion de l'eau en milieu aride : considérations physiques et sociales pour l'identification des territoires pertinents dans le Sud-Est tunisien », *Développement durable et territoire*, Dossier 6 : Les territoires de l'eau, mis en ligne le 10 février 2006. URL : <http://developpementdurable.revues.org/document1805.html>. Consulté le 25 décembre 2008.

SGHAEIR M., 1993: Mobilisation, exploitation et gestion des ressources en eau au Maghreb, cas des zones arides.

SONDRON F., 1995: "L'eau n'est plus le lien social en milieu oasien". In *Agriculture et développement durable en Méditerranée* (Séminaire international, Agropolis, Montpellier, mars 1997).

TOUTAIN G; DOLLE V; FERRY M., 1989: Situation des systèmes oasiens en régions chaudes. *Les cahiers de la recherche développement*, DSA, n°22, juin 1989.